



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 24 juin 2024

Envoyé en préfecture le 26/06/2024
Reçu en préfecture le 26/06/2024
Publié le 26/06/2024
ID : 083-218300044-20240624-DEH2854H1-DE

Délibération n° 24.04.52 - Mise en place d'une convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et l'agglomération en appui du permis de louer et en vue d'un partage de données

L'an deux mille vingt-quatre le vingt-quatre juin à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 18 juin 2024

Présents :

Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Damien LOMBARD, Francine DOLLA, Floris GRANDVARLET, Nathalie CHALOPIN, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Absents :

Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Pierre KESTEMONT

Procurations :

EDDADSI BARQANE Bouchra a donné pouvoir à GROSSI-WAGNER Emilie, VIRQUIN Christelle a donné pouvoir à DIBO Geneviève, CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, ROLFI David a donné pouvoir à COTTE Philippe, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à DURANDO Julien, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à FAURE Christophe, HUDDLESTONE Stéphane a donné pouvoir à CHALOPIN Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	19	3	7	26

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 fixant les caractéristiques de décence,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové dite loi ALUR,

Vu le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location,

Vu le décret n° 2017-312 du 9 mars 2017 modifiant le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002, pris en application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

Vu le code de la construction et de l'habitation, aux articles L635-1, L635-2, L635-3, L635-4, L635-5, L635-6, L635-7, L635-8, L635-9, L635-10, L635-11, R635-1, R635-2 et R635-3,

Vu la loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 dite Loi ELAN en son article 188,

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données,

Vu la délibération intercommunale C_2023_097 en date du 23 juin 2023 relative au déploiement des conventions d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et d'OPAH Renouvellement Urbain (RU) sur le territoire,

Vu la délibération intercommunale C_2023_290 en date du 12 décembre 2023 relative à l'autorisation de l'installation du dispositif du permis de louer sur les communes concernées par les programmes d'OPAH et d'OPAH RU,

Vu la délibération n°24.01.5 de la commune des Arcs-sur-Argens en date du 05 Février 2024 formalisant la mise en place du permis de louer sur un périmètre exhaustif,

La commune des Arcs, au côté de son agglomération, s'est engagée dans une politique d'amélioration de l'habitat, public comme privé, en particulier depuis l'approbation du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024.

Pour rappel, le PLH est élaboré par l'établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de ses communes membres pour une durée de six ans. Il définit les principes d'une politique visant :

- à répondre aux besoins en logements et en hébergement,
- à favoriser la mixité sociale,
- à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées.

L'action n°1 de ce programme a pour thématique « Réhabiliter et revitaliser les centres villes et centres-bourgs ».

Parallèlement, la mise en place de plusieurs dispositifs d'amélioration de l'habitat a été retranscrite notamment au sein de la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH RU) adoptée par la commune pour la période 2023-2028.

A l'occasion de la mise en place de cette opération, un périmètre d'intervention renforcée a d'abord été défini et, afin de compléter les investissements prévus, l'opportunité de mettre en place le permis de louer est apparue avec une complète acuité.

Dans la continuité des actions engagées, une délibération communale en date du 05 février 2024 a fait suite à une délibération du conseil communautaire du 12 décembre 2023 (C_2023_290) pour mettre en

place un dispositif d'autorisation préalable de mise en location sur un secteur délimité du cœur de ville (« permis de louer »)

Afin de renforcer le dispositif du permis de louer et plus précisément de l'autorisation préalable de mise en location, un travail partenarial a été engagé par l'agglomération, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la commune en vue de l'adoption d'une convention permettant d'organiser la transmission des données.

Ce partage de données permettra de repérer et signaler les logements pour lesquels une mise en location a eu lieu sans autorisation préalable ou sans déclaration de mise en location sur le secteur soumis au permis de louer.

Il convient de rappeler que le parc locatif public est en dehors du champ de la CAF en matière de non-décence. Ce dispositif d'autorisation préalable ne s'applique ni aux logements mis en location par un organisme de logement social, ni aux logements qui bénéficient d'une convention avec l'Etat en application de l'article L. 351-2.

La transmission de données concernées par le dispositif du permis de louer est fondée sur l'exécution d'une mission d'intérêt public, conformément aux dispositions de l'article 6-1-e) du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Madame le Maire expose que c'est pour ces raisons qu'il a été décidé de conclure une convention tripartite entre la commune, la CAF et la DPVa.

Ladite convention pourra être révisée par avenant, conjointement décidé par les parties. Les conventions sont conclues sur la date des OPAH-RU.

Chaque signataire se réserve la possibilité de résilier la convention dont il est signataire à tout moment et pour se faire, il devra alors envoyer un courrier recommandé, trois mois à l'avance et transmettre dans ce délai la décision motivée de son organe délibérant.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- de l'autoriser à signer ladite convention annexée à la présente délibération et tout document afférent,
- de l'autoriser à assurer l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,



Nathalie GONZALES